

INFOS Hebdo

1^{er} mars 2013

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN

MONDE

Otages. Le premier ministre, Jean-Marc AYRAULT, a confirmé que le groupe Boko Haram revendiquait la détention au Nigeria de sept otages français, trois adultes et quatre enfants d'une même famille. Une vidéo montre la famille, les quatre enfants assis par terre devant les adultes, et un ravisseur masqué qui exige la libération des militants du mouvement emprisonnés au Cameroun et au Nigeria. Le ministre français de la Défense, Jean-Yves LE DRIAN, a exclu toute négociation sur la base des revendications des ravisseurs. « *On ne négocie pas sur ces bases-là, avec ces groupes-là. On ne joue pas à ce jeu de surenchère parce que ça, c'est le terrorisme* », a déclaré Jean-Yves LE DRIAN avant d'ajouter : « *Nous utiliserons tous les moyens possibles pour assurer la libération des otages que ce soit ceux-là et ou les autres* ».

Large soutien du Bundestag pour l'envoi de soldats allemands au Mali, pour participer à la mission internationale pour sécuriser le pays. Près de 500 députés ont voté oui et moins de 70 ont voté non. Seul le groupe parlementaire de la gauche radicale, Die Linke, avait appelé au non. L'Allemagne pourra mobiliser jusqu'à 330 militaires de la Bundeswehr. Le mandat est d'un an renouvelable. Les soldats déployés ne participeront à aucun combat ou à aucune opération militaire. 150 soldats de la Bundeswehr pourront participer à une mission de transport aérien en soutien à l'armée française. Il s'agirait de transport de troupes africaines ou françaises et de ravitaillement d'avions français en carburant. Coût prévu : 55,5 millions d'euros. La contribution allemande à cette mission est la deuxième plus importante, derrière la France.

Des casques bleus pour le Mali ? Le Conseil de sécurité des Nations Unies a demandé à BAN Ki-moon, le secrétaire général de l'organisation, de lui remettre, avant la fin mars, un rapport sur la faisabilité d'une mission de maintien de la paix au Mali. L'ambassadeur français à l'ONU, Gérard ARAUD, précise : « C'est sur la base de ce rapport que (...) nous rédigerons éventuellement un projet de résolution ». Et d'ajouter : « *le président malien par intérim, Diacounda TRAORE, avait déjà envoyé une lettre à BAN Ki-moon lui indiquant qu'il était prêt à considérer la mise en place d'une opération de maintien de la paix de l'ONU au Mali, lorsque les conditions de sécurité le permettront* ». Les chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), réunis en Côte d'Ivoire, ont demandé la transformation le plus rapidement possible de la Mission internationale de soutien au Mali (Misma, à ossature africaine) en une force de maintien de la paix des Nations Unies.

Mort d'Abdelhamid ABOU ZEID ? L'un des principaux chefs d'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) aurait été tué lors de combats au nord du Mali. C'est en tout cas ce que soutient la chaîne privée algérienne Ennahar TV. Les troupes françaises et le contingent du Tchad sont en première ligne dans l'extrême nord du Mali face aux terroristes islamistes qui ont opté pour la guérilla et les attentats suicides. L'information n'a été confirmée ni par Paris ni par Bamako.

Syrie. Prêts au dialogue ? « *Nous sommes prêts au dialogue avec tous ceux qui veulent le dialogue, y compris les groupes armés* », a déclaré le chef de la diplomatie syrienne, Walid AL-MOUALLEM, au début d'entretiens à Moscou avec son homologue russe, Sergueï LAVROV. Pour la première fois, Damas serait donc prête à discuter avec les rebelles armés pour mettre fin au conflit. Ces derniers rejettent toute négociation avant le départ du chef de l'Etat et le retrait de l'armée des villes. Le secrétaire d'Etat américain, John KERRY, s'est montré très sceptique quant à la proposition de M. AL-MOUALLEM.

Les Américains vont aider les rebelles syriens. Les États-Unis vont fournir 60 millions de dollars d'aide non létale pour soutenir les efforts de la coalition de l'opposition syrienne dans les prochains mois, a déclaré John KERRY, le nouveau secrétaire d'Etat. « *Il y aura une aide directe* » aux rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) sous forme d'« *aide médicale et de nourriture* ». M. KERRY a rappelé que son pays était pour une solution politique. Auparavant, les onze pays de la conférence des « Amis du peuple syrien », (dont des européens), se sont engagés à Rome à plus d'aide concrète à l'intérieur de la Syrie et ont qualifié la Coalition nationale syrienne de « *représentant unique et légitime du peuple syrien* ».

Tunisie. Arrestation de quatre suspects dans l'assassinat de l'opposant Chokri BELAÏD. Le crime a plongé la Tunisie dans une profonde crise politique. Le ministre de l'Intérieur, Ali LARAYEDH, a annoncé que le tueur présumé, toujours en fuite, avait été identifié et qu'il appartenait à un groupe islamiste radical dont quatre autres membres, des complices présumés, avaient été arrêtés. L'auteur pourrait être un certain Kamel GATHGATHI. Son

père Taïeb, a déclaré jeudi à la radio que l'homme recherché pour le meurtre de Chokri BELAÏD était son fils Kamel, qui a vécu et étudié aux États-Unis.

« **Tournant** » dans les négociations sur le programme nucléaire de Téhéran ? C'est en tout cas ce qu'estime Ali Akbar SALEHI, ministre iranien des Affaires étrangères, après la réunion d'Almaty avec les Six (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie, Chine et Allemagne). La prochaine réunion au niveau des experts se tiendrait à Istanbul le 18 mars. Cette réunion technique sera suivie de la reprise des discussions en bonne et due forme les 5 et 6 avril à Almaty. Sur la question du stock d'uranium enrichi, le ministre répond : « *Sur les 250 kg d'uranium iranien d'ores et déjà enrichis à 20 %, une centaine a été conditionnée sous forme de plaques pour alimenter le réacteur de recherches médicales, nous voulons en produire trois, quatre et peut-être même davantage chaque mois* ». A Almaty, les Six ont proposé d'assouplir les sanctions sur le commerce de l'or et d'autres métaux précieux en contrepartie d'une fermeture du centre d'enrichissement iranien de Fordow.

HOLLANDE au Kremlin. Quatre heures d'entretien avec POUTINE. François HOLLANDE a plaidé jeudi à Moscou pour le renforcement d'une relation qu'il juge « *prometteuse* » avec la Russie. Sur un plan de politique internationale, le Président a dit croire à une solution politique du conflit syrien, prônant un dialogue entre l'opposition et une « *partie acceptable* » du régime de Damas, une proposition dont Vladimir POUTINE, soutien de Bachar AL ASSAD, a émis l'espoir qu'elle puisse être « *entendue* ». Sur le plan économique, le Président, accompagné d'une importante délégation de patrons français, a souhaité un rééquilibrage de la balance des investissements bilatéraux pour l'instant favorable aux Russes, qui accueillent environ 12 milliards d'euros d'investissements français, 12 fois plus que dans le sens inverse.

Toute une série d'accords de coopération a été signée à Moscou. La Caisse des dépôts et son homologue russe ont ainsi signé un partenariat pour faciliter les investissements conjoints. François HOLLANDE a cité l'énergie, l'automobile, le ferroviaire, la pharmacie, le spatial - la Russie fait un usage intensif du pas de tir de Kourou pour ses lanceurs Soyouz de satellites -, le nucléaire, le militaire, l'agroalimentaire et le tourisme parmi les domaines de coopération. Sur le plan culturel, l'accord porte sur la diffusion de la langue russe en France et française en Russie. Un accord a été signé pour le Lycée français de Moscou par la Directrice de l'AEFE, Mme DESCOTES.

EUROPE

L' « opéra politique » italien n'enchant pas l'Europe. L'impasse dans laquelle se trouve l'Etat italien après le résultat des élections à la Chambre des députés et au Sénat inquiète les Européens qui voient l'instabilité gouvernementale avoir des effets très négatifs sur l'Euro. Aucune formation n'a obtenu suffisamment de sièges pour gouverner. Le mouvement de Beppe Grillo, qui a créé la surprise est arrivé de peu derrière les coalitions de centre gauche et de centre droit, qui ne disposent ni l'une ni l'autre d'une majorité au Parlement.

Changement de cap politique en Slovénie La motion de défiance, soutenue par deux anciens partenaires de la coalition gouvernementale de centre droit, a recueilli 55 voix sur 89 des 90 députés présents, 33 ayant voté contre le premier ministre conservateur, Janez JANSKA. Pour la première fois de l'histoire de la Slovénie, une femme devient premier ministre. Il s'agit d'Alenka BRATUSEK, âgée de 42 ans, du parti de centre gauche « Slovénie Positive ».

L'Autriche veut continuer le processus de négociation avec la Turquie. Propos tenus par le chancelier Werner FAYMANN en recevant à Vienne le Premier ministre, turc Recep Tayyip ERDOGAN. Toutefois, précise le chancelier autrichien, il y aura un referendum en Autriche pour l'entrée d'Ankara dans l'Union européenne. L'Autriche était le plus grand investisseur étranger en Turquie entre 2009 et 2011 et le deuxième en 2012.

Pour la première fois depuis 2008, le chômage est à la baisse en Irlande. A la fin de 2011, il y avait 316 000 chômeurs en Irlande. Fin 2012, ils étaient 294 000, soit 14,2 %. Février est le 8^{ème} mois de baisse du nombre de demandeurs d'emploi.

AFRIQUE, AMÉRIQUES & ASIE

Hugo CHAVEZ continue de « lutter pour sa vie », déclare le vice-président Nicolas MADURO. Hospitalisé à Caracas pour un cancer, le président vénézuélien, âgé de 58 ans, a été opéré quatre fois depuis juin 2011. Parti à Cuba le 10 décembre, il y est resté hospitalisé pendant plus de deux mois.

Jack LEW à la tête du département du Trésor, malgré ses liens avec Wall Street durant la crise financière. Le Sénat américain a approuvé sa nomination. Une confortable majorité de sénateurs a voté en faveur de Jack LEW, 57 ans, qui succède à Timothy GEITHNER.

L'Amérique latine, nouvelle « priorité » pour la France. C'est le ministre français des Affaires étrangères, Laurent FABIUS, qui l'a déclaré à l'issue de son voyage au Pérou, au Panama et en Colombie. Une région qui veut être un « *partenaire de premier plan* ».

Séoul plus « souple » ? La nouvelle présidente de Corée du Sud, PARK Geun-Hye, a promis « *un engagement plus souple* » avec la Corée du Nord si Pyongyang choisit la voie de la confiance plutôt que celle de la provocation. Les provocations du Nord seront, en revanche, accueillies par des réponses plus fermes. PARK Geun-Hye a pris ses fonctions officiellement cette semaine, soit deux semaines après le 3^e essai nucléaire mené par Pyongyang.

Quatre trafiquants de drogue exécutés en Chine. Ils avaient été condamnés à la peine capitale pour le meurtre de 13 Chinois lors de l'attaque en 2011 de deux bateaux sur le fleuve Mékong. Avant de recevoir une injection létale, les quatre condamnés à mort avaient été exhibés en direct à la télévision nationale.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Session de printemps de l'Assemblée des Français de l'Étranger la semaine prochaine à Paris. Point principal de l'ordre du jour - et crucial pour l'avenir de l'AFE : le débat sur le projet de loi sur la représentation des Français de l'étranger. Les 155 élus tenteront de faire comprendre, lors du débat, aux représentants du gouvernement et de l'administration, l'importance du rôle de l'Assemblée. Une assemblée dont le nombre de membres serait réduit à 81, dont l'élection ne se déroulerait plus au scrutin proportionnel, et dont les compétences seraient sensiblement modifiées. En revanche, le projet de loi prévoit l'augmentation du nombre de grands électeurs avec la création de 444 conseillers consulaires locaux, et l'élection en parallèle de 67 délégués électoraux faisant passer le nombre de grands électeurs de 155 à 520 pour les élections des sénateurs des Français de l'étranger.

1 611 054 Français inscrits à l'étranger. Selon le Décret n° 2013-161 du 22 février 2013 authentifiant la population des Français établis hors de France au 1^{er} janvier 2013, ils se répartissent ainsi : 1^{ère} circonscription 203 818 ; 2^{ème} circonscription 97 425 ; 3^{ème} circonscription 155 882 ; 4^{ème} circonscription 167 064 ; 5^{ème} circonscription 121 751 ; 6^{ème} circonscription 158 862 ; 7^{ème} circonscription 139 537 ; 8^{ème} circonscription 143 918 ; 9^{ème} circonscription 145 300 ; 10^{ème} circonscription 147 789 ; 11^{ème} circonscription 129 708.

Annulation de la contribution des écoles françaises à l'AEFE. A la suite de la requête de Pierre CIRIC, avocat au Barreau de New York, le Tribunal administratif de Paris, dans un jugement du 19/02/2013, a annulé la décision du 04/12/2008 de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger instituant une contribution assise sur les frais de scolarité. Cette contribution, de 6 % pour les écoles en gestion directe et conventionnées et de 2 % pour les écoles simplement homologuées, était une « *participation aux frais de fonctionnement du réseau* » de l'AEFE (en particulier : immobilier, cotisations pour pensions des personnels). Le tribunal administratif a considéré « *qu'aucun texte législatif ou réglementaire n'a habilité le conseil d'administration de l'Agence française à instituer la contribution* ». L'AEFE peut faire appel de ce jugement, mais le recours en appel n'a pas d'effet suspensif ; le jugement du TA doit donc être exécuté, aussi longtemps qu'il n'a pas été annulé par la Cour administrative d'appel ou le Conseil d'État.

Annulation du plafonnement de la PEC pour les écoles homologuées en 2010-2011. Le Tribunal administratif de Paris, dans un jugement du 19/02/2013, a annulé l'instruction de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger du 31/12/2009 instaurant, pour l'année 2010-2011, un plafonnement de la prise en charge des frais de scolarité à hauteur des tarifs applicables en 2007-2008, pour les établissements d'enseignement français à l'étranger simplement homologués. Le tribunal administratif a considéré qu'« *aucun texte de nature législative ou réglementaire n'a donné au directeur de l'AEFE compétence pour prendre un acte réglementaire ayant l'objet de l'instruction précitée* ». L'AEFE peut faire appel de ce jugement, mais le recours en appel n'a pas d'effet suspensif ; le jugement du TA doit donc être exécuté, aussi longtemps qu'il n'a pas été annulé par la Cour administrative d'appel ou le Conseil d'État. Ce jugement fait suite à la requête d'une famille qui a ainsi obtenu l'annulation de la décision de l'AEFE qui « *n'a pas fait intégralement droit à sa demande* » de PEC pour l'année 2010-2011.

Nominations au conseil d'administration de l'AEFE, en tant que représentants du ministre chargé de l'Éducation nationale : M. Jean-Paul DELAHAYE, directeur général de l'enseignement scolaire et M. Jean-Yves DANIEL, doyen de l'inspection générale de l'Éducation nationale.

Unissez-vous... Forum mondial des anciens élèves des lycées français à l'étranger. La 3^e édition du fomA se tiendra à Vienne le 6 avril, organisé par les ALFM (Anciens des lycées français du monde). Six ateliers permettront de travailler sur les diverses facettes du réseau mondial des anciens, de la création d'une association à la mise en place de réseaux universitaires, professionnels et culturels. Inscriptions jusqu'au 15 mars : <http://www.foma2013.at>

POLITIQUE INTÉRIEURE

« **Le non-cumul des mandats, c'est maintenant** ». 39 députés PS se prononcent dans une tribune du *Monde* pour l'application dès 2014 du non-cumul des mandats, l'une des promesses électorales les plus symboliques de François HOLLANDE. Le groupe PS compte 293 députés, dont plusieurs apparentés. Cette mesure se heurte à la fronde de nombreux élus PS appuyés par l'opposition ainsi qu'à l'avis du Conseil d'État qui prône une entrée en vigueur en 2017, soit à la fin des mandats parlementaires en cours des députés et des sénateurs. Le Premier secrétaire du Parti socialiste, Harlem DESIR, prône une application dès les élections municipales de mars 2014 tandis que le ministre de l'Intérieur, Manuel VALLS, et le président de l'Assemblée nationale, Claude BARTOLONE, évoquent l'horizon 2017, date des élections législatives et sénatoriales.

Perquisition au domicile et au cabinet parisien de Claude GUEANT. La perquisition a eu lieu dans l'enquête sur l'affaire TAPIE-LAGARDE. Les enquêteurs cherchent à savoir si Nicolas SARKOZY est intervenu dans le processus qui a abouti à un arbitrage positif pour l'homme d'affaires, qui a touché plus de 400 millions d'euros. Claude GUEANT a affirmé que le ministère des Finances - et non l'Élysée - avait choisi une procédure d'arbitrage au lieu de la voie judiciaire pour trouver un règlement de l'affaire Tapie-Crédit-Lyonnais-Adidas et que « *les arbitres avaient été choisis par les parties* ».

Spéculation sur l'avenir de Martine AUBRY. Son avocat a contesté, devant la Cour d'appel de Paris, sa mise en examen pour « homicides involontaires » dans le dossier de l'amiante. Elle devrait être blanchie, selon plusieurs sources. Certains y voient un retour au gouvernement de l'ancienne ministre qui a déjeuné en tête à tête lundi avec le Président, et mardi avec le Premier ministre.

Françoise FILLON sera bien candidat, mais à la primaire pour la présidentielle de 2017. La primaire à droite sera organisée en 2016. Pour préparer les échéances électorales et « rassembler » au-delà de l'UMP, l'ancien premier ministre veut étoffer son club « France.9 ». Son association politique s'appellera à l'avenir « Force Républicaine ». Ses équipes seront élargies aux Parlementaires. Il y aura une représentation dans chaque département. Une antenne locale dont l'objectif sera d'attirer tous les Français qui ne se reconnaissent pas dans les structures actuelles et qui veulent contribuer à redresser le pays. Une structure à côté de l'UMP, dit François FILLON. Quant à son éventuelle candidature à la présidence de l'UMP, sa décision sera prise avant l'été...

Bruno LE MAIRE pourrait être candidat à la présidence de l'UMP. Il réfléchit. Il n'avait pas pu se présenter à la dernière primaire. Un soutien de François FILLON pourrait être envisagé selon ses proches. De plus l'ancien chef du gouvernement a déclaré dans un meeting à la Mutualité, qu'il apportait son soutien à Nathalie KOSCIUCO-MORIZET pour la mairie de Paris.

Et Rachida DATI compte bien être candidate, à la primaire en vue des élections municipales dans la capitale. Elle pose ses conditions : la primaire doit « être ouverte, transparente, organisée de manière indépendante, si possible gratuite. » Et elle prévient : la primaire « *est un moyen de sélection, pas d'élimination. J'ai l'impression que pour certains, c'est un moyen d'éliminer* ». « *La bataille c'est après, pour la reconquête de Paris* ».

Législative partielle. Sylvie HOUSSIN, vice présidente PS du Conseil général de l'Oise affrontera de nouveau Jean-François MANCEL les 17 et 24 mars, lors de la législative partielle organisée après l'annulation de l'élection.

Sondage. François HOLLANDE à 30 %. Il a perdu en un mois cinq points de confiance dans le baromètre TNS Sofres. Son premier ministre, Jean-Marc AYRAULT, perd aussi cinq points à 28 %.

INSTITUTIONS

Conseil Constitutionnel

Contentieux des élections législatives 2012. Sont déclarés inéligibles pour une durée d'un an à compter du 1^{er} mars 2013, dans la 2^e circonscription : Mme Françoise GONZALES LINDEMANN, M. Charles-Henry CHENUT ; dans la 4^e circonscription : Mme Virginie TAITTINGER ; dans la 6^e circonscription : M. Serge VINET.

Règlement du contentieux de l'élection des députés et des sénateurs. Le Conseil constitutionnel (CC) a modifié son règlement. Entre autres, les requêtes en annulation de l'élection de députés des Français établis hors de France pourront être enregistrées par le poste diplomatique ou consulaire. Le requérant devra justifier être candidat ou inscrit sur la liste électorale consulaire de la circonscription où a eu lieu l'élection du député ou du sénateur. La procédure d'instruction sera dématérialisée : les communications se feront exclusivement par voie électronique. Une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) pourra être posée directement devant le CC à l'occasion de la contestation d'une élection. Le CC pourra d'office demander à entendre les parties. A partir de 2014, les dépenses électorales des sénateurs suivront les mêmes règles et les mêmes contrôles que celles des députés.

Assemblée Nationale

Pas de vice-président de groupe à l'Assemblée. Les écologistes, avaient fait voter une proposition de résolution en ce sens le 31 janvier dernier. Par sa décision 2013-664 DC, le Conseil constitutionnel rejette et ferme toute possibilité d'instaurer une co-présidence de groupe. Le Conseil constitutionnel déduit de l'article 4 de la Constitution, celui sur la liberté de constitution des groupes politiques, qu'il doit exister une égalité entre les différents groupes parlementaires. Ce qui n'était juridiquement qu'une faculté aurait pu devenir, politiquement, une obligation.

Sénat

Loi sur la représentation des Français de l'étranger. Le rapporteur poursuit ses auditions. Après les représentants des partis politiques et des parlementaires, il auditionnera la semaine prochaine la commission des lois de l'Assemblée des Français de l'étranger. Passage du texte en commission des lois du Sénat, en principe, le 13 mars. Vote en séance le 19 mars.

Note de lecture.... Étude de législation comparée n°232 - février 2013 - La représentation institutionnelle des citoyens établis hors de leur pays : Les équivalents de la représentation des Français établis hors de France. Cette étude a été réalisée par les services du Sénat à la demande de la sénatrice Kalliopi ANGO ELA. A consulter : http://www.senat.fr/lc/lc232/lc232_mono.html#toc36

ECONOMIE & DEFENSE

« **Il ne faut pas ajouter l'austérité à la récession** », affirme Pierre MOSCOVICI, le ministre des Finances, qui ajoute : « *Je ne veux pas de plan de rigueur supplémentaire, ce n'est pas ce dont l'économie française a besoin* ». Mais pour autant, « *il faut montrer à la Commission que nous faisons des efforts structurels considérables pour le budget 2013, 30 milliards, et que nous poursuivons un certain nombre de réformes pour 2014* ». Pierre MOSCOVICI assure que le budget pour 2014 devrait être construit afin de parvenir à réduire les déficits à 3 % du PIB.

Pas de loi de finances rectificative avant l'automne. Affirmation de Christian ECKERT rapporteur général (PS) de la commission des Finances de l'Assemblée nationale. « *Il n'y a pas forcément une loi de finances rectificative à chaque fois qu'il y a des prévisions au mois de février qui révèlent qu'un déficit ne sera pas forcément ce qui était prévu* », a indiqué Christian ECKERT. « *Pour faire des économies de dépenses, on n'a pas besoin de loi de finances rectificative, on peut faire des gels et des surgels sans y avoir recours* », a-t-il ajouté.

Pour Claude BARTOLONE, « la priorité va à la réduction des dépenses ». « *Je suis contre une nouvelle hausse générale d'impôt. En revanche, cela ne me dérangerait pas que l'on réexamine une à une les niches fiscales* ». Le ministre délégué au Budget, Jérôme CAHUZAC, en s'efforçant d'éviter d'employer le terme « impôt », a indiqué, pour sa part, que « *la stabilité fiscale imposait de trouver six milliards d'euros de recettes supplémentaires* ».

SANTÉ & SOCIÉTÉ

Vive les vacances ! Oui, mais pas plus de six semaines pour les élèves... La proposition de Vincent PEILLON, le ministre de l'Education nationale, de raccourcir les vacances scolaires d'été de deux mois à six semaines et de les répartir en deux zones géographiques a été fraîchement accueillie tant par les enseignants en plein débat sur la réforme des rythmes scolaires, que par l'opposition qui s'est lancée dans de fortes critiques. Seule l'économie touristique se réjouirait d'un étalement des vacanciers. A Matignon, on indiquait que cette piste n'est pas à l'ordre du jour. Elle sera peut-être évoquée, mais pas avant 2015.

Un petit air de 68 Quatre cents personnes réunies dans un amphithéâtre de Sciences Po lors d'une assemblée générale à l'appel d'étudiants, salariés et enseignants, ont voté l'occupation des lieux dans la nuit de mercredi à jeudi, protestant contre la procédure de succession à la direction de l'école. Un débat a été lancé entre occupants pour rebaptiser l'amphi du nom de Stéphane HESSEL, décédé la veille.

Immobilier. Paris toujours cher. Le prix moyen du m² s'est établi à 8 270 euros au quatrième trimestre, en baisse de 170 euros et de 2 % par rapport au troisième trimestre. En un an, il s'érode de seulement 1 %.

CULTURE, NOUVELLES TECHNOLOGIES

Cyber attaques... les systèmes informatiques de dizaines d'administrations publiques en Europe, y compris l'Otan, ont été pris pour cibles par des hackers. Ces derniers ont exploité une faille de sécurité récemment découverte dans deux logiciels de la société Adobe. Selon les experts, ces attaques visaient à implanter un logiciel malveillant baptisé « MiniDuke » en République tchèque, en Irlande, au Portugal et en Roumanie ainsi que les systèmes d'un centre d'études aux Etats-Unis. L'Alliance atlantique a indiqué que ses systèmes avaient également été visés mais que leur sécurité n'avait pas été compromise. Les indicateurs techniques montrent qu'il s'agit d'un nouveau type de menace

qui n'avait pas été décelé auparavant. Adobe a mis à disposition la semaine passée une actualisation supprimant les failles contenues dans Reader et Acrobat.

41,2 millions. C'est le nombre d'Internautes en France à fin 2012. + 3 % en un an, mais + 24 % sur les mobiles. Le nombre d'utilisateurs de tablettes et autres Ipad a atteint 2,3 millions. + 138 % en un an.

Le « Herald Tribune » ne sera plus le « Herald ». Il faudra s'habituer. Son nouveau nom : « International New-York Times ». Le Herald Tribune, basé à Paris, est vendu dans le monde entier à plus de 183.000 exemplaires dont 10 % en France. C'est le propriétaire « The New York Times Company » qui a pris la décision de changer de nom.

De l'hydrogène facile... Pour fabriquer de l'hydrogène, il faut des températures au-dessus de 200 degrés et une pression de 25 bar. D'où difficultés techniques et un coût important. A cela s'ajoute la conservation dangereuse. Un nouveau système de production a été mis au point par des savants allemands à l'Institut allemand Leibnitz de Rostock. Un nouveau catalyseur qui permet une production à base de méthanol à une pression normale et une température entre 65 et 95 degrés. Un grand pas vers l'utilisation du moteur à hydrogène pour les voitures.

L'Oscar pour « Argo », réalisé par Ben AFFLECK, prix du meilleur film lors de la 85^e cérémonie des Oscars. C'est Michelle OBAMA qui a créé la surprise en intervenant en duplex de la Maison blanche en annonçant la victoire d'« Argo », film d'espionnage, inspiré de faits réels, qui raconte l'exfiltration de six diplomates américains en pleine révolution islamique à Téhéran. Daniel DAY-LEWIS obtient l'oscar du meilleur acteur, pour son rôle dans « Lincoln » de Steven SPIELBERG. « Amour », de l'autrichien Michael HANECKE, prix du « meilleur film en langue étrangère ».

La découverte d'une fausse Atlantide... Elle se trouve sous l'Ile Maurice et La Réunion. Il s'agirait d'un microcontinent préhistorique, selon la revue scientifique britannique Nature Geoscience. Ce fragment de continent, baptisé Mauritia, se serait détaché voici quelque 60 millions d'années de ce qui constitue l'actuelle île de Madagascar. Il aurait été recouvert, par d'énormes quantités de lave remontée du cœur de la Terre. C'est sur la base d'analyses de grains de sables d'origine volcanique d'une plage de l'Ile Maurice que les scientifiques tirent ces conclusions.

CARNET – NOMINATIONS

Décès

Le dernier Indigné n'est plus. L'humaniste Stephan HESSEL est décédé à l'âge de 95 ans. Homme dont la vie et le destin furent exceptionnels. Né à Berlin dans une famille d'origine juive convertie au Luthéranisme, fils de parents dont l'histoire amoureuse inspira le film Jules et Jim, français à 20 ans, ancien résistant et diplomate, l'un des artisans de la déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et combattant infatigable des droits de l'Homme, militant de la cause des plus démunis. Son opuscule « Indignez-vous » de 32 pages, s'est vendu à 4,5 millions d'exemplaires à travers le monde, dont deux millions en langue française. Il appelait à une « *insurrection pacifique* » qui, en ces temps de crise, a provoqué une déferlante mondiale ; des élites du printemps arabe se sont même référées à l'ouvrage. De très nombreuses personnalités ont rendu hommage à cet éternel indigné.

Carnet rose

*La rédaction d'INFOS Hebdo est particulièrement heureuse d'annoncer aux membres de l'Assemblée des Français de l'Etranger et à tous ses fidèles lecteurs la naissance de **Lucien**, le fils d'Olivia RICHARD et de Yann CHATEAU. La rédaction adresse ses plus chaleureuses félicitations à Olivia et Yann et tous ses vœux de bonheur à **Lucien** !*

Sports

Football. Zlatan IBRAHIMOVIC pas impressionné par David BECKAM. Les deux buts parisiens ont été inscrits par IBRAHIMOVIC et ont permis au PSG de battre 2-0 l'Olympique de Marseille pour la deuxième fois en trois jours... Cette fois en huitièmes de finale de la Coupe de France. BECKHAM a joué 85 mn...

Nominations

Gilles RICONO, directeur de cabinet de Delphine BATHO, ministre de l'Ecologie.

Justin VAISSE, Directeur du futur Centre d'analyse et de prospective stratégique du Quai d'Orsay.

Brice LALONDE, Conseiller spécial pour le développement durable auprès du pacte mondial de l'ONU.

Benoit PAUMIER, ancien DG de RFI, commissaire général de l'Année France-Vietnam.

INFOS Hebdo, tous droits réservés. Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. Tél. : + 33 1 42 34 26 87. r.delpicchia@senat.fr